



NATIONS UNIES
DJIBOUTI



NATIONS UNIES À

DJIBOUTI

RAPPORT ANNUEL 2024





NATIONS UNIES À

DJIBOUTI

RAPPORT ANNUEL 2024

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	6
STATISTIQUES DU PAYS	8
ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES À DJIBOUTI	10
PARTENAIRES PRINCIPAUX AU DÉVELOPPEMENT	11
I. DJIBOUTI EN 2024, SUR LA VOIE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	12
II. RÉSULTATS MAJEURS SUR L'EMPLOI, L'ÉDUCATION ET L'EMPLOYABILITÉ	14
III. RÉSULTATS MAJEURS SUR LA SANTÉ, LA NUTRITION, L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT	22
IV. RÉSULTATS MAJEURS SUR L'ENVIRONNEMENT, LA RÉSILIENCE ET LA GOUVERNANCE	30
V. ÉVALUATION DU PLAN-CADRE DES NATIONS UNIES POUR L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT (PNUAD 2018-2024)	40
VI. ÉLABORATION DU CADRE DE COOPÉRATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (CCNUDD 2025-2030)	42
VII. APERÇU FINANCIER	44
ACRONYMES	46



AVANT-PROPOS

J'ai le plaisir de partager avec vous le rapport des résultats de l'équipe pays des Nations Unies à Djibouti en 2024 pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Les équipes des Nations Unies continuent de travailler en étroite collaboration avec notre principal partenaire, le gouvernement de Djibouti, mais également avec différentes organisations de la société civile afin de combattre la pauvreté et favoriser le développement durable.

Je suis fier des résultats de l'équipe qui bénéficient aux populations mêmes dans les zones les plus éloignées et reculées du pays. Que ce soit, l'assistance aux migrants par l'OIM, la distribution de nourriture par le PAM, les installations solaires soutenues par le PNUD, le renforcement des infrastructures d'eau par l'UNICEF, les campagnes contre les mutilations génitales féminines par le FNUAP, la vaccination du bétail par la FAO, les formations et les cliniques mobiles soutenues par l'OMS ou encore l'enregistrement des réfugiés venus à Djibouti fait avec le soutien du HCR, les Nations Unies ont une présence physique dans toutes les régions du pays.

Les entités non-résidentes n'ont pas été en reste dans leurs activités à Djibouti. L'année a été particulièrement riche dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes naturelles. Ainsi, l'UNDRR, l'OMM, l'UIT et OCHA ont lancé l'initiative « Alertes précoces pour tous » complétant ainsi la mission de diagnostic de l'Initiative pour la réduction des risques de catastrophe (CADRI).

Je souhaite souligner une année où la collaboration entre les équipes des Nations Unies et le gouvernement de Djibouti a été plus excellente que jamais. En effet, chaque semaine, les équipes onusiennes œuvrent avec les partenaires des ministères, préfectures et conseils régionaux à mettre en place un ambitieux programme de développement qui vise à améliorer la qualité de vie des personnes à Djibouti, qu'elles soient résidentes, réfugiées ou migrantes, de la capitale aux localités les plus reculées du pays.

Nous ne pourrions atteindre les résultats mis en avant dans ce rapport sans l'ouverture, la passion et l'engagement de nos partenaires de l'Etat que nous remercions.

Je suis fier de partager avec vous dans ce rapport tous les avancements auxquels l'ONU a contribué en 2024 pour rapprocher Djibouti de la réalisation des ODD et souhaite mettre en avant quelques résultats.

Dans le domaine de l'autonomisation économique des femmes, des centaines des femmes ont été formées dans des professions traditionnellement considérées « masculines ».

Dans le domaine de la santé, le plan de développement national sanitaire a été achevé, ainsi que la stratégie nationale de vaccination. Plus de 7 800 enfants souffrant de malnutrition ont été assistés avec un taux de récupération de 80%. Plus de 232 672 tests de VIH ont été réalisés et 99% des personnes positives reçoivent un traitement antirétroviral.

En ce qui concerne l'accès à l'eau, plus de 4 500 personnes dans les zones rurales ont bénéficié de la construction et de la réhabilitation de 16 infrastructures hydrauliques.

Pour le renforcement de la sécurité alimentaire, plus de 26 000 personnes ont reçu de l'assistance alimentaire, 15 hectares de terre dégradées ont été restaurées pour l'agriculture et 1 500 arbres fruitiers ont été plantés.

Les infrastructures judiciaires ont été modernisées, la transition numérique du système judiciaire a été achevée et un projet de loi a été élaboré pour favoriser la reconnaissance professionnelle des artistes djiboutiens.



Enfin, de grandes campagnes de sensibilisation ont été menées au niveau national, telles que celle contre la violence faite aux enfants qui a atteint 33 000 personnes, ainsi que des campagnes ciblées telles que la formation au profit de 30 journalistes sur le rôle du journalisme face à la crise environnementale.

La liste est longue et diverse. Toutes ces avancées ont été possibles grâce à la confiance des bailleurs de fonds, au partenariat avec le gouvernement, au soutien de la population djiboutienne et à l'engagement sans faille de l'ensemble des collègues des Nations Unies. A tous, je présente mes remerciements et ma reconnaissance.

Par ailleurs, 2024 est également à marquer d'une pierre blanche : les Nations Unies à Djibouti ont finalisé la mise en œuvre du « Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement » 2018-2024 et achevé l'élaboration du nouveau « Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable » 2025-2030 avec le gouvernement de Djibouti.

Ce processus d'élaboration hautement participatif a été mené en étroite collaboration avec le Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale et un large éventail de parties prenantes. Afin de recueillir les impressions des acteurs multisectoriels sur les principaux défis et opportunités de développement à Djibouti, nous avons consulté les institutions techniques, les groupes de femmes, de jeunes, le secteur privé, la société civile, le secteur académique sans oublier les partenaires internationaux.

Ces retours ont à leur tour alimenté le travail conjoint entrepris par les équipes des Nations Unies et des ministères lors de l'élaboration de ce nouveau Cadre de coopération.

Les trois piliers stratégiques qui ont en résultat, sur lesquels nous travaillerons ensemble pour les six prochaines années sont la « bonne gouvernance et paix », le « renforcement du capital humain » et l'« économie diversifiée et résilience », pour viser l'éradication de la pauvreté extrême et rapprocher le plus possible la République de Djibouti vers l'atteinte des Objectifs de développement durable en 2030.

Je pense que Djibouti se positionne au début de la 'piste de décollage' du développement durable. Le pays jouit déjà de la paix, la stabilité, et d'infrastructures de qualité mondiale, tandis que le capital humain ne cesse d'acquérir des compétences utiles grâce au développement et à la modernisation de son programme universitaire. Durant ces prochaines années, les priorités nationales et onusiennes de renforcer la diversification économique, de réduire les coûts de production (tout particulièrement de la connectivité et de l'énergie), et de mobiliser les investissements, visent à multiplier la création d'emplois et permettre au potentiel djiboutien de décoller pour partager une histoire à succès de la Corne de l'Afrique à la région et au monde.

Les Nations Unies sont ici pour travailler conjointement avec le gouvernement et la population djiboutienne pour atteindre cet objectif !


 Coordonnateur résident des Nations Unies à Djibouti



STATISTIQUES DE DJIBOUTI

ESPÉRANCE DE VIE ET PAUVRETÉ



Espérance de vie : **63,6 ans**



65,4 ans



61,8 ans



39,8 % de la population vit au-dessous du seuil national de pauvreté

Source : EDAM-4, INSTAD, Banque mondiale (2017)

ACCÈS AUX SERVICES



35% de la population n'a pas accès à une source d'énergie fiable



1 personne sur 10 n'a pas accès à l'eau potable



65% de la population se débarrasse des eaux usées dans la nature

Source : INSTAD (2024)

CHÔMAGE



66,4% des jeunes entre 15-34 ans sont au chômage



75,5%



57,4%

Source : INSTAD 2022

MORTALITÉ INFANTILE ET MATERNELLE



Environ **1 enfant sur 23** meurt avant d'avoir 1 an



Une femme sur 261 enceintes meurt en tentant d'accoucher

Source : INSTAD (2024)

MUTILATION GÉNITALE FÉMININE



21,2 % des jeunes filles de la génération 2009-2019 ont subi une MGF comparé à **94,3 %** des femmes nées avant 1994

Source : Enquête nationale sur les MGF(2019)

ÉDUCATION



33,4 % des hommes sont analphabètes, contre **47,1 % pour les femmes**

Source : INSTAD (2024)

ACCÈS AU DIGITAL



65% de la population utilise internet

Source : The World Bank Data



En 2021, **66,16%** des adolescents utilisent les réseaux sociaux dont **33,56%** chez les filles contre **32,60%** chez les garçons

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS



En 2021, le flux d'Investissements direct étrangers représentait **17,2%** de la formation brute de capital

CNUCED, World Investment Report 2022

INSÉCURITE ALIMENTAIRE



221 000 personnes (19% de la population) sont en insécurité alimentaire aigüe en avril-juin 2024

Source : Analyse insécurité alimentaire IPC Djibouti (2024)



Plus d'1 enfant sur 10 ayant moins de 5 ans a un retard de croissance, et plus d'**1 enfant sur 7** en zone rurale

Source : Enquête SMART(2019)

FEMMES EN POLITIQUE



26% de femmes parmi les députés siègent au Parlement

MIGRATION



435 576 mouvements migratoires ont été observés à Djibouti en 2024



25%



69%



212 024 migrants estimés ayant transité par Djibouti en entrant en 2024



24%



68%



60 897 migrants arrivés au Yémen en passant par Djibouti en 2024



20%



57%

dont **41 108** sont partis de Djibouti



et **13 513 migrants** de retour du Yémen



7%



90%



23 606 réfugiés



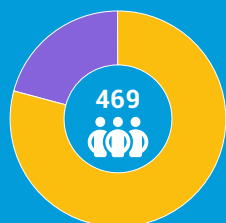
8 627 demandeurs d'asile

Source : OIM

PRÉSENCE ET RÉPARTITION DU PERSONNEL DANS LE PAYS



L'ensemble du personnel de l'ONU soutient le gouvernement et le peuple de la République de Djibouti dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) afin de s'assurer que personne n'est laissé pour compte à travers ce territoire avenant et pacifique de la Corne de l'Afrique.



85% Djiboutiens
15% internationaux
 dont 24 VNU
 (Volontaires des Nations Unies)

COMPOSITION DE L'ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES À DJIBOUTI

L'Equipe-pays des Nations unies à Djibouti (UNCT) est composée de 12 entités signataires du *Plan-Cadre des Nations unies pour l'aide au développement 2018-2024 (PNUAD)*.

Elle compte aussi 12 autres entités onusiennes qui ont souhaité rejoindre l'UNCT ces dernières années

en raison de leur intérêt pour la mise en œuvre de programmes dans le pays.

L'UNCT est menée par le Coordonnateur résident qui assure la coordination générale des entités opérant dans le pays, avec l'appui de son bureau, et rend compte au Secrétaire général des Nations unies.



PARTENAIRES PRINCIPAUX POUR LE DÉVELOPPEMENT



Djibouti



États-Unis
d'Amérique



Union
européenne



France



Japon



Allemagne



Norvège



Suède



Canada



Danemark



Arabie
Saoudite



Italie



Royaume Uni



République
de Corée



Fonds mondial
pour
l'environnement



Le Fonds
Mondial



Fonds vert
pour le
climat



Climate Risk
and Early
Warning
Systems



GAVI
The Vaccine
Alliance



Partenariat
mondial pour
l'éducation



Banque
mondiale



Fonds multilatéral
du Protocole
de Montréal



I. DJIBOUTI EN 2024, SUR LA VOIE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Stabilité et paix

En 2024, la stabilité et la paix continuent de régner à Djibouti, tout comme les décennies précédentes. Notant la situation dans la région, y compris de l'autre côté de la mer Rouge, il convient de souligner chaque année que Djibouti continue d'être un îlot de paix et de stabilité.

Cela est dû à de nombreux facteurs, notamment la culture du dialogue, du consensus et du compromis des autorités et du peuple djiboutien en général. Le pouvoir coutumier joue un rôle très important dans la résolution et la prévention des conflits dans les communautés. D'ailleurs, le '*Xeer ciise*', droit coutumier oral des communautés somali-issa, a été inscrit cette année sur la liste du patrimoine immatériel de l'humanité de l'UNESCO.

Économie

D'un point de vue économique, le début de l'année était marqué par les préoccupations sur l'impact potentiel pour le port de Djibouti, et donc pour l'économie du pays, de la diminution du trafic maritime dans la mer Rouge.

Toutefois, la réorganisation du trafic maritime mondial a permis au pays de continuer à servir de hub régional. Grâce à l'augmentation du transbordement, l'activité portuaire a même augmenté. De même, les secteurs de la construction et des travaux publics ont prospéré, avec une hausse de 80% des ventes de ciment grâce à la reprise des projets après la crise de la COVID-19.

Diplomatie

Dans le domaine diplomatique, Djibouti continue d'apporter une contribution positive à la paix et à la stabilité régionale. Le Président Ismail Omar Guelleh a continué de servir comme Président de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et a notamment conduit les efforts de médiation pour mettre fin au conflit au Soudan ainsi que d'accompagnement du processus démocratique au Soudan du Sud, entre autres actions.

Le gouvernement a également consacré beaucoup d'efforts en 2024 pour soutenir la candidature du Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, Mahmoud

Ali Youssouf, au poste de Président de la Commission de l'Union africaine, efforts consacrés par son élection réussie à ce poste en début 2025.

Connectivité et numérique

L'année 2024 a aussi vu d'importantes avancées dans le développement de la capacité numérique et le processus de numérisation du pays. La présence de la fibre optique s'est élargie, connectant de plus en plus d'entreprises et de particuliers à des prix plus compétitifs et avec une qualité de connexion nettement améliorée, démontrant que les efforts dans ce domaine commencent à produire des résultats.

Il reste toutefois encore des progrès à faire pour améliorer la pénétration de la connectivité au sein de l'ensemble de la population djiboutienne.

Recensement général de la population

Une des réalisations majeures à noter est le recensement général de la population mené avec succès par l'Institut de la statistique de Djibouti (INSTAD). Pour cet exercice à très large échelle, qui a couvert chaque recoin

du pays, les techniciens de l'INSTAD ont collecté une énorme quantité de données qui seront très utiles autant pour le gouvernement que pour tous les acteurs de développement.

Ces données pourront être exploitées pour faciliter la création de programmes ciblés afin d'appuyer le processus de développement national. Les Nations Unies ont soutenu l'exercice et continueront d'être engagées dans l'analyse des données et la production de rapports.

Migrations

Dans le domaine des migrations, il est à noter que le nombre de migrants traversant le pays, majoritairement en provenance de l'Éthiopie et se dirigeant vers l'Arabie Saoudite à la recherche d'opportunités d'emplois, a pratiquement doublé comparé à 2023. Les équipes de l'OIM ont enregistré 212 000 personnes durant l'année.

Ce nombre représente une pression considérable pour les populations locales ainsi que le pays.

Il est donc plus nécessaire que jamais pour les Nations Unies, les

partenaires techniques et financiers, le gouvernement djiboutien ainsi que les gouvernements des pays voisins, de continuer à œuvrer conjointement pour s'assurer que la migration soit faite de manière sécurisée et qui bénéficie à la fois aux migrants, aux populations des pays de destination et d'origine, ainsi que pour Djibouti et sa population.

Sécurité alimentaire

Enfin, comme chaque année, l'équipe pays des Nations Unies à Djibouti et ses partenaires ont effectué l'analyse du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). Les résultats de l'analyse placent 19% de la population du pays, soit 221 000 personnes en situation de crise alimentaire aiguë, et ce, malgré une bonne pluviométrie enregistrée durant l'année. Ces résultats préoccupants témoignent de l'ampleur des efforts qui restent nécessaires à Djibouti pour assurer la réalisation de l'Objectif de développement durable 2 qui vise la « Faim zéro » d'ici 2030.

A group of diverse children, mostly of African descent, are gathered in a classroom. Many are wearing blue school uniforms. Several girls in the foreground are wearing colorful hijabs (yellow, pink, red). They are all smiling and giving thumbs up, creating a positive and energetic atmosphere. The background shows a simple classroom with a blue door and some decorations.

II. RÉSULTATS MAJEURS SUR L'EMPLOI, L'ÉDUCATION ET L'EMPLOYABILITÉ

(Entités impliquées : FAO, HCR, OIM, PAM, PNUD, UNESCO, UNICEF)





540 jeunes femmes ont été formées dans des secteurs dits " non-traditionnels ", contribuant à briser les stéréotypes de genre et favorisant leur insertion professionnelle.



90 jeunes filles ont acquis des compétences en électricité, installation de panneaux photovoltaïques, décoration intérieure et accueil touristique.



+40 femmes ont été formées en conduite de chariots élévateurs et porte-containers, comme déclarantes en douane, ou préparatrices de commandes et ont obtenu leurs permis de conduire.



300 femmes ont été formées aux métiers de la couture, coiffure et cuisine au CASAF.



28 jeunes réfugiés, filles et garçons, ont obtenu leur diplôme sur l'utilisation de l'énergie solaire et électronique ainsi que des kits pour démarrer des activités génératrices de revenus.



15 593 personnes sensibilisées sur l'éducation et l'autonomisation des filles.



Une étude LIFE pour "l'intégration des enfants handicapés dans l'éducation" a été réalisée.



225 femmes ont obtenu des moyens de subsistance durables dans les secteurs de la logistique, du transport et de la construction.

40 d'entre elles ont pu générer des revenus grâce à la production et à la commercialisation de produits agricoles durables.



110 jeunes femmes placées en emploi stable grâce aux partenariats ANEFIP et EDC.



75 jeunes femmes ont reçu des kits d'intégration pour démarrer leur activité génératrice de revenus.



713 jeunes (93 % femmes) formés en intelligence artificielle, logistique, transport, construction et maintenance de panneaux solaires.



150 femmes ont amélioré leur accès aux services bancaires et opportunités économiques grâce à une formation numérique.



103 jeunes des régions internes, dont 64 hommes et 39 femmes, ont renforcé leur employabilité et leurs connaissances dans l'entrepreneuriat.



+10 000 personnes ont accédé aux services financiers numériques via les kiosques multiservices de D-Money.





Le **taux brut de préscolarisation** est passé à 28,5% en 2024, soit +10% par rapport à 2023.

Taux brut de scolarisation au primaire : 99,2%

Taux d'achèvement : 87,3%, soit +5% en un an.

155 562 enfants au niveau national, régional et local sont scolarisés au primaire et au collège.

+4900 élèves réfugiés inscrits aux établissements scolaires.



Adoption de la loi portant ratification de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur.



+40 acteurs du système éducatif ont développé une feuille de route pour les ressources pédagogiques libres, gratuites, accessibles et adaptées.

La **Stratégie nationale sur les ressources éducatives libres (REL)** a été validée et s'inscrit dans la mise en œuvre de la recommandation UNESCO sur les REL.



30 experts nationaux ont testé des modules de formation en français et en mathématiques, renforçant la politique nationale du livre scolaire et la qualité des ressources pédagogiques.



1 cartographie a été réalisée pour analyser l'écosystème du livre sur la base de données collectées auprès d'acteurs publics et privés.



NATIONS UNIES À DJIBOUTI



Un **projet de loi sur le statut de l'artiste** a été rédigé incluant des mesures sur la sécurité sociale, les droits économiques, la reconnaissance professionnelle, et la protection des libertés fondamentales.



Plus de 250 artistes et professionnels de la culture connaissent leurs droits socio-économiques.



202 artistes ont été sondés sur leurs conditions de travail dans le cadre d'une enquête nationale.



Le **premier corps national de volontaires de Djibouti** a été créé, permettant aux jeunes de contribuer au développement et à la consolidation de la paix.

Autonomisation des femmes : le progrès en action

Dans le cadre de ses priorités nationales en matière de genre et de développement durable, Djibouti s'engage activement à promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles, conformément aux Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 5 sur l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles.

C'est dans cette dynamique que le programme conjoint lancé en 2020 par le PNUD, le FNUAP et le ministère de la Femme et de la Famille, financé par l'Union européenne, a joué un rôle déterminant pour renforcer l'autonomisation des femmes djiboutiennes.

Aligné sur les engagements du gouvernement pour réduire les disparités de genre, ce programme a été mis en œuvre à Djibouti-ville et dans les régions rurales, avec trois axes principaux : le renforcement des capacités, l'amélioration des conditions économiques et sociales, et le développement d'infrastructures dédiées.

Grâce aux programmes de formation professionnelle et d'alphabétisation, 11 917 femmes ont acquis des compétences essentielles, améliorant ainsi leurs quotidiens et leurs activités économiques. Les coopératives féminines, par exemple, ont vu leurs chiffres d'affaires augmenter de plus de 50 % lors de la Journée internationale de la femme rurale.

De plus, 47 jeunes filles rurales ont pu démarrer des activités génératrices de revenus grâce à des comptes bancaires et des portefeuilles digitaux, ainsi qu'un fonds de démarrage de 800 USD, accompagnés de formations en entrepreneuriat.

L'impact s'est également fait sentir sur la production de données genrées, grâce à l'Observatoire genre, qui guide les politiques publiques, en particulier celles visant à lutter contre les mutilations génitales féminines.

En parallèle, les femmes ont pu intégrer des secteurs professionnels historiquement masculins, comme la logistique et le bâtiment. Les Centres d'action sociale pour l'autonomisation des femmes (CASAF) ont également permis de former des femmes dans des métiers comme la couture, la coiffure et la cuisine.

Cependant, des défis subsistent, notamment en matière de pérennisation des formations et d'accès au financement.

Le gouvernement a donc renforcé ses partenariats avec le secteur privé, introduit des programmes de mentorat et mis en place un suivi continu pour maximiser l'intégration professionnelle et garantir des opportunités économiques durables pour les bénéficiaires.



Jardin scolaire à Galina : cultiver l'éducation, nourrir l'avenir

Dans la petite école rurale de Galina, dans la région de Tadjourah, un simple jardin potager a transformé bien plus que le paysage : il a cultivé des liens, éveillé des esprits et renforcé toute une communauté.

Porté par le ministère de l'éducation nationale, avec l'appui de la FAO, du PAM et le financement de la France, le projet de jardins scolaires a été lancé dans cinq régions du pays. À Galina, il est devenu un symbole d'une éducation concrète et ancrée dans la vie réelle.

« Depuis que nous avons installé le jardin, les parents viennent chaque jour pour s'occuper des cultures », explique le Directeur. « Certains arrosent les plantes, d'autres cueillent des tomates et des piments pour les repas. » Le jardin est devenu un lieu d'échange, d'apprentissage et de solidarité.

À travers des formations pratiques sur la préparation du sol, le semis,

la lutte contre les maladies ou encore la plantation d'arbres fruitiers et de plantes fourragères, les élèves découvrent les cycles de vie des plantes et les liens entre biodiversité, sol et climat.

L'un d'eux confie fièrement : *« Maintenant je sais planter des tomates et des oignons, et je peux aider mes parents à la maison. »*

Les enseignants, formés eux aussi, intègrent le jardin à leur pédagogie : *« Nous organisons régulièrement des sorties pédagogiques. Les élèves observent les plantes, les racines, les fleurs et apprennent à reconnaître les différentes variétés. C'est une classe à ciel ouvert qui stimule leur curiosité. »*

Cette approche renforce également l'éducation à l'environnement et à la nutrition, tout en transmettant des compétences utiles.

L'implication des parents, qui participent activement à l'entretien du jardin, a renforcé leur lien avec

l'école. L'établissement devient un centre de vie communautaire, où se transmettent des savoirs et des valeurs de travail collectif.

La production maraîchère a permis d'approvisionner la cantine en légumes frais, améliorant la qualité des repas et l'alimentation des enfants. Un petit excédent est même partagé entre les familles, renforçant la sécurité alimentaire locale.

À moyen terme, le projet vise l'autosuffisance des cantines en fruits et légumes d'ici 2030, réduisant la dépendance aux importations et aux dons alimentaires.

L'expérience de Galina prouve qu'on ne cultive pas que des légumes dans un jardin scolaire : on y cultive l'avenir. Ce modèle, inspirant et reproductible, pourrait bien transformer l'éducation à Djibouti — une graine semée aujourd'hui pour faire fleurir les générations de demain.





L'éducation des réfugiés : un engagement honoré et respecté à Djibouti

Depuis plus de trois décennies, la République de Djibouti s'est illustrée par son hospitalité envers les personnes réfugiées, en provenance notamment de l'Érythrée, de l'Éthiopie et de la Somalie.

Le pays a mis en place un cadre juridique et institutionnel inclusif, garantissant à ces populations déplacées des droits proches de ceux des citoyens nationaux.

La loi n°159/AN/16/7ème L et le décret n°2017-410/PR/MI, adoptés respectivement en 2007 et 2017, offrent aux réfugiés des droits fondamentaux, à l'exception du droit de vote.

Dans ce contexte, Djibouti a également fait le pari de l'éducation comme levier d'inclusion, d'autonomie et d'avenir.

En 2017, un accord-cadre novateur a été signé entre le ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), permettant l'intégration progressive des élèves réfugiés dans le système éducatif national.

Grâce à cet accord, les enfants réfugiés ont pu accéder aux mêmes écoles, aux mêmes programmes et aux mêmes examens que leurs camarades djiboutiens.

En 2020, un certificat national de fin d'études secondaires a été mis en place pour leur permettre de poursuivre des études supérieures.

À compter de juin 2025, ils passeront le baccalauréat national, avec des manuels scolaires traduits en anglais, marquant la fin de la phase transitoire de l'accord-cadre.

Les résultats sont tangibles : en 2024-2025, plus de 4 369 enfants réfugiés sont scolarisés dans les camps d'Ali-Addeh, Holl-Holl et Markazi. Parallèlement, plus de 130 étudiants réfugiés poursuivent leurs formations à l'Université de Djibouti.

En juin 2024, la première promotion d'étudiants réfugiés a été diplômée. Deux d'entre eux ont obtenu des bourses du gouvernement djiboutien pour entamer un master en Turquie – une preuve concrète de l'engagement du pays en faveur de l'inclusion éducative.

Abdiwasac, l'espoir enraciné dans l'éducation

Parmi les parcours inspirants de la première promotion d'élèves réfugiés diplômés à Djibouti, celui d'Abdiwasac Abshir Abdi se distingue par sa détermination.

Originaire du sud de la Somalie, Abdiwasac a fui son pays avec sa famille alors qu'il n'était qu'un enfant. Il a grandi dans le camp de réfugiés de Holl-Holl, une communauté marquée par la précarité, mais aussi par la résilience.

Très tôt, Abdiwasac a compris que l'éducation serait son seul véritable passeport pour l'avenir.

Élève brillant et assidu, il a été premier de sa classe de la première année jusqu'à la terminale. Même lors d'épreuves difficiles et de problèmes de santé, il a su maintenir un niveau d'excellence.

Soutenu par ses enseignants et par le directeur de l'école, il a relevé le défi du baccalauréat avec brio, devenant en 2024 le major de la promotion des élèves réfugiés.

Lors de la cérémonie de remise des diplômes, un geste symbolique

a marqué les esprits : le Ministre djiboutien de l'éducation nationale lui a personnellement offert un ordinateur portable, saluant ses efforts exceptionnels et l'encourageant à poursuivre ses ambitions.

Cet engagement incarne l'esprit d'un jeune homme déterminé à transformer sa vie, mais aussi à rendre à celles et ceux qui l'ont soutenu.

Abdiwasac ne rêve pas seulement de réussir : il aspire à bâtir des ponts entre les communautés, à devenir un acteur

du changement au sein de la société djiboutienne et de la communauté de réfugiés.

Son parcours est l'illustration vivante du pouvoir transformateur de l'éducation et d'une politique inclusive.

Il montre qu'avec un cadre adéquat, du soutien et une volonté inébranlable, les situations les plus précaires peuvent donner naissance à des destins extraordinaires.



« Mon rêve est de décrocher une bourse pour un master à l'étranger.

À défaut, je souhaite devenir enseignant pour contribuer à la communauté djiboutienne et à celle des réfugiés. »



III. RÉSULTATS MAJEURS SUR LA SANTÉ, LA NUTRITION, L'EAU, L'HYGIÈNE, ET L'ASSAINISSEMENT

(Entités impliquées : FNUAP, HCR, OIM, OMS, PAM, PNUD, UNICEF)





Une politique et un plan stratégique nationale de santé communautaire 2024-2029 ont été développés.



La Stratégie nationale et la politique nationale de vaccination de Djibouti ont été élaborées.



La politique nationale pharmaceutique a été développée.



La stratégie nationale de la santé maternelle et néonatale (2022-2026) a été élaborée et mise en œuvre.



La carte sanitaire du pays a été actualisée.



40 épidémiologistes et autres professionnels de santé ont été formés sur la surveillance et la prise en charge des maladies vectorielles.



30 experts data managers ont été formés sur l'intégration des indicateurs de suivi des maladies non transmissibles en particulier l'hypertension artérielle et le diabète au niveau des soins primaires.



105 prestataires (médecins, sage-femmes et infirmiers) ont été formés sur les protocoles actualisés de soins maternels et néonataux.



41 agents de santé ont été formés sur la prise en charge des cas de MAS.

101 personnels de santé (médecins, points focaux, infirmiers et autres cliniciens) ont reçu une supervision formative sur la surveillance des paralysies flasques aigües et autres maladies évitables.



2 réservoirs de 100 m³ et 14 infrastructures hydrauliques ont été construits pour améliorer l'accès à l'eau potable et renforcer la résilience des communautés face aux sécheresses.



4 500 personnes (489 filles, 465 garçons, 1 805 femmes et 1 739 hommes), dont 2 500 nouveaux bénéficiaires ont eu accès à l'eau à travers la réhabilitation et l'extension des réseaux d'approvisionnement en eau dans 6 communautés en milieu rural.



18 723 personnes dont 11 482 enfants ont été dépistés de la malnutrition.



Plus de 7 800 enfants âgés de 6 à 59 mois et femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë modérée ont reçu des suppléments nutritionnels.

6400 enfants de 0 à 59 mois ont été pris en charge pour la malnutrition aiguë sévère.



80% de taux de récupération chez les enfants ayant reçu des suppléments pour la malnutrition aiguë modérée dans les zones rurales.



9 733 parents ont été sensibilisés à travers les messages nutritionnels transmis par 400 mères conseillères.



Environ 523 enfants ont été vaccinés contre la rougeole dans les centres de santé.





Plus de 22 241 consultations ont été réalisées.



Plus de 975 patients référés dans les hôpitaux d'Ali-Sabieh, Obock et Djibouti-ville,
1 036 patients chroniques régulièrement suivis.
93 patients ont été inclus dans l'étude d'efficacité thérapeutique de l'artémether-luméfantrine.



6 733 et 6 043 enfants de moins de 5 ans souffrant respectivement de pneumonie et de diarrhée ont reçu un traitement approprié.

Sur les 1784 cas de tuberculose diagnostiqués, 84% sont guéris.



232 672 cas ont été testés pour le VIH, dont 38 463 positifs. Taux de traitement : 99 %.

2119 personnes vivant avec le VIH ont eu accès aux traitements antirétroviraux.



Environ 865 femmes enceintes et 558 allaitantes ont bénéficié de consultations prénatales et postnatales.

Plus de 358 accouchements assistés ont été enregistrés.

732 femmes ont été orientées et référées par les femmes relais communautaires vers les structures sanitaires.



12 071 nouvelles utilisatrices ont recours à des méthodes modernes de contraception.

12 865 femmes et jeunes filles sont informées sur la santé sexuelle et reproductive et bénéficient des services relatifs.



15 79 personnes ont bénéficié de services de santé mentale et de soutien psychosocial, dont 283 hommes et 1 296 femmes.

1 056 personnes ont été orientées vers des services de soins de santé secondaires, dont 497 hommes, 309 femmes, 125 garçons et 125 filles.



12 418 personnes migrantes ont reçu une assistance médicale à travers les centres de l'OIM et les patrouilles mobiles, dont 9 036 hommes, 1 827 femmes, 1 067 garçons et 488 filles.



135 000 moustiquaires imprégnés d'insecticide de longue durée d'action ont été distribués dans les régions de l'intérieur, notamment aux femmes enceintes, aux réfugiés et aux migrants.



Renforcer l'accès aux services sociaux de base pour ne laisser personne de côté

Accès aux soins et couverture vaccinale

En 2024, le Système des Nations Unies à Djibouti (SNU) a continué de soutenir l'engagement du gouvernement pour améliorer l'accès des populations aux services sociaux de base de qualité.

En matière de santé, le ministère de la santé, soutenu par l'OMS

et l'UNICEF, continue d'offrir à la population une couverture vaccinale optimale.

En 2024, les réalisations sont encourageantes avec 93 % de couverture pour le Pentavalent-3 et 94 % pour la première dose du vaccin contre la rougeole.

Ces résultats ont été rendus possibles grâce aux formations et supervisions formatives des acteurs de la vaccination, ainsi qu'à la mise en place de la Stratégie nationale de vaccination.

Lutte contre le paludisme et les cancers prioritaires

Face à l'augmentation de la résistance aux traitements antipaludiques dans la région, le ministère de la santé, en collaboration avec l'OMS, a mené une étude d'efficacité thérapeutique sur l'artéméther-luméfantrine.

L'étude a confirmé que ce dernier reste efficace en tant que traitement de première ligne dans la région. En parallèle, Djibouti a lancé une revue conjointe (imPACT) conduite par l'OMS, l'AIEA et le CIRC, en collaboration avec le ministère de la Santé.

Cette revue vise à évaluer les ressources et besoins pour la mise en place d'un centre d'oncologie. Elle recommande l'élaboration d'un plan national de lutte contre le cancer, avec une attention particulière portée aux cancers du sein et du col de l'utérus.

Santé inclusive et handicap

Selon l'Enquête nationale de prévalence du handicap, 67 % des personnes handicapées à Djibouti n'ont pas accès aux soins.

Pour remédier à cette situation, 30 membres du Réseau national des personnes handicapées ont été formés par le ministère de la santé et l'OMS à la promotion de la santé.

Ces membres seront des relais pour lancer des initiatives concrètes et améliorer l'accessibilité des structures sanitaires.

Zamzam et Neima : se nourrir mieux pour vivre mieux

Au marché de Riyadh, le plus grand de Djibouti-ville, Zamzam ajuste ses paniers de fruits et légumes sous un parasol coloré. Depuis quelques mois, elle remarque une nouvelle clientèle de femmes avec de jeunes enfants.

Parmi elles, Neima, mère de dix enfants. Elle fait partie de 750 foyers vulnérables qui ont bénéficié d'une initiative du PAM en partenariat avec les ministères djiboutiens des affaires sociales et de la santé. Ce projet pilote, financé par la France, vise à améliorer la diversité alimentaire et la nutrition des femmes enceintes, allaitantes, et des enfants de moins de 5 ans, en facilitant l'accès aux aliments frais.

Chaque mois, les familles reçoivent 10 000 francs Djibouti dans le cadre du Programme national de solidarité famille, plus 5 000 francs supplémentaires exclusivement dédiés à l'achat de produits frais auprès de commerçants comme Zamzam.

« Avant, j'achetais seulement des légumes, des céréales et de l'huile. Ce montant supplémentaire me permet d'acheter de la viande et des fruits et des légumes pour mes enfants » dit Neima.

Car le projet ne se limite pas à l'aide en espèces. Neima, comme les autres bénéficiaires, a reçu les conseils de mères conseillères formées par le PAM. Elle a ainsi appris à mieux choisir ses aliments, à reconnaître leur valeur nutritionnelle, et à adopter de meilleures pratiques d'allaitement et de gestion des repas.

Zamzam, de son côté, fait partie de sept commerçants de produits frais sélectionnés avec 33 autres détaillants de produits de base. Elle a suivi des formations rigoureuses sur la qualité, la sécurité et la gestion des denrées.

Résultat : une hausse du nombre de clients et des ventes. *« Si le projet continue, je vendrai plus. Et ceux qui achetaient des fruits et*

légumes très rarement pourront manger mieux », dit-elle.

Cette initiative s'attaque à plusieurs causes profondes de la malnutrition à Djibouti, dont l'accès limité aux aliments frais, le manque de diversité alimentaire, les repas irréguliers, et les faibles connaissances nutritionnelles, comme souligné par l'évaluation de la sécurité alimentaire menée en avril 2023.

En favorisant l'accès aux produits frais en formant les familles, et en soutenant les petits commerçants, ce projet crée un cercle vertueux.

Zamzam et Neima en sont les visages. L'une vend des aliments sains avec fierté, l'autre nourrit sa famille avec plus de variété et de dignité.

À travers leur quotidien, ces deux femmes illustrent un changement simple mais profond : se nourrir mieux, pour vivre mieux.





Médicaments essentiels et santé reproductive

Dans le cadre de la Politique Pharmaceutique nationale et de la stratégie nationale de la chaîne d'approvisionnement, le ministère de la santé, avec l'appui du FNUAP, a amélioré l'accès aux médicaments et produits essentiels en santé reproductive (SR) et planification familiale.

Cela inclut l'élaboration de guides pour la quantification et la gestion des stocks, le renforcement de la distribution des produits de santé, la mise en œuvre de supervisions continu et la réalisation d'une enquête sur la sécurisation des produits SR.

Ces actions ont permis d'améliorer la qualité de l'offre de services, notamment dans les pharmacies hospitalières et communautaires, avec des résultats mesurables.

Lutte contre la malnutrition aiguë

Selon l'enquête IPC, le taux de malnutrition aiguë atteint 15 %. Le ministère de la Santé, avec l'appui du PAM et de l'UNICEF, a mené plusieurs interventions qui incluent des dépistages via des cliniques mobiles et centres de santé dans les zones vulnérables; des traitements, des distributions d'aliments nutritionnels spécialisés dans 67

cliniques, des sensibilisations par les mères conseillères, ainsi que des formations de prestataires de soins et agents communautaires.

Des milliers de personnes vulnérables ont ainsi été assistées, dont enfants, femmes enceintes ou allaitantes, et des personnes vivant avec le VIH ou la tuberculose.

Par ailleurs, dans le cadre du renforcement de la gouvernance nutritionnelle, le PAM et l'UNICEF ont soutenu l'initiative *Scaling Up Nutrition* visant à améliorer la transparence des dépenses et à renforcer la coordination à travers un Plan national multi-sectoriel de nutrition.

Accès à l'assainissement dans les camps de réfugiés

Dans les villages de réfugiés, notamment à Markazi, la Direction de l'hydraulique rurale, avec l'appui de l'UNICEF, a réalisé 20

latrines d'urgence en impliquant directement les réfugiés dans la conception et la construction. Grâce à cette approche

communautaire, 1 000 réfugiés bénéficient désormais d'un accès à des services d'assainissement améliorés.

Zeinaba, gardienne de l'eau et de l'espoir à Kalaf

Dans le village isolé de Kalaf, niché dans les montagnes arides de Tadjourah, une transformation silencieuse a changé la vie des habitants.

Au cœur de ce changement, Zeinaba Mohamed Kamil, mère de six enfants, elle connaît intimement les épreuves liées au manque d'eau potable. Elle en a payé le prix fort : trois de ses enfants sont morts de malnutrition, un drame qu'elle porte chaque jour.

« À l'époque, nous n'avions que l'eau du bassin, souvent sale. Les enfants tombaient malades. Nous n'avions pas le choix », raconte-t-elle d'une voix douce mais déterminée.

Aujourd'hui, Zeinaba est comptable du comité de gestion du point d'eau de Kalaf, un système installé avec le soutien de l'UNICEF. Elle veille aux chiffres, mais surtout à l'impact réel sur les familles.

« Depuis que nous avons l'eau potable au robinet, les maladies ont diminué. On le voit dans la santé des

enfants. On dort plus tranquilles. » Mais les bienfaits ne sont pas qu'une affaire de santé. Le quotidien des femmes, autrefois rythmé par la corvée de l'eau, a radicalement changé. « Avant, on partait à 7h et on revenait à midi, épuisées. En été, c'était insupportable. Certaines ont fait des fausses couches. »

Avec les nouveaux points d'eau, ce temps est désormais libéré. Les femmes peuvent rester auprès de leurs enfants, cultiver un jardin, fabriquer de l'artisanat ou simplement se reposer. « C'est un gain de temps immense, et une paix d'esprit. On se parle plus, on vit mieux. »

Cette amélioration repose sur une approche communautaire participative. Un jeune homme du village a été désigné pour gérer le point d'eau. Il collecte 1000 francs par famille pour l'entretien. Une partie sert à rémunérer un agent de maintenance, assurant la pérennité du système.

« Ce qui me touche le plus, c'est que même ceux qui ne peuvent pas payer ne sont pas exclus », souligne Zeinaba. « On connaît nos voisins, on sait qui a les moyens ou non. C'est notre eau à tous ». Ce sentiment de solidarité et de responsabilité collective fait la force de Kalaf.

Pour Zeinaba, chaque goutte d'eau propre est une victoire. Une revanche sur les années de pénurie, de fatigue et de deuil.

Elle incarne cette résilience silencieuse qui pousse les communautés à se relever, ensemble. Elle n'est pas seulement la comptable du point d'eau : elle est la mémoire du passé et le visage de l'avenir.

Quand elle regarde les enfants du village courir et rire sans crainte de tomber malades, elle sourit.

« Ce que nous avons maintenant, c'est plus qu'un robinet. C'est la vie. »





IV. RÉSULTATS MAJEURS SUR L'ENVIRONNEMENT, LA RÉSILIENCE ET LA GOUVERNANCE

(Entités impliquées : FAO, FNUAP, HCDH, HCR, OIM, OMM, ONUDC, PAM, PNUD, PNUE, UNDRR, UNESCO, UNICEF)





45 affaires judiciaires ont été traitées lors de sessions de justice mobile, garantissant un meilleur accès à la justice pour les populations éloignées.



Logiciel conçu pour la gestion numérique des dossiers au ministère de la justice.

Modernisation des infrastructures judiciaires régionales avec un système de gestion numérique.

Équipement de 5 conseils régionaux pour améliorer l'accès aux services publics.

Équipements spécialisés acquis pour soutenir la numérisation et la modernisation des archives publiques.

Un outil numérique de suivi du Plan national de développement a été mis en place.



Développement d'une Stratégie de guichet unique pour faciliter l'accès aux services gouvernementaux.



Rénovation des prisons et formations en mécanique et coiffure pour les détenus.



50 archivistes formés à la gestion documentaire selon les normes internationales.



13 agents gouvernementaux formés à l'intégration du genre et du handicap dans les systèmes d'alerte.



77 agents de l'INSTAD formés pour le 3^e RGPH.



40 personnes formées sur la prévention de l'exploitation sexuelle et du harcèlement.



39 personnes formées à la gestion des dépouilles mortelles (34 hommes, 5 femmes).



18 211 personnes migrantes ont reçu eau et nourriture (12 433 hommes, 2 859 femmes, 2 036 garçons, 883 filles).



7 234 migrants vulnérables et hôtes ont reçu des articles non alimentaires.



276 personnes sensibilisées à la migration et au changement climatique (dont 120 femmes).



7 responsables gouvernementaux ont participé à des ateliers régionaux sur la migration et le changement climatique (3 hommes, 4 femmes).



45 539 personnes migrantes et hôtes ont reçu une assistance directe (dont 9 280 femmes, 37 bébés).



187 personnes formées à la gouvernance des migrations (127 hommes, 60 femmes).

20 responsables gouvernementaux formés sur la gouvernance des migrations (9 femmes).



496 personnes avec un handicap enregistrées dans la base de données de l'ANPH via le recensement



Accessibilité renforcée du site ANPH avec un module de langue des signes.



3 000 personnes ont bénéficié des services holistiques de protection.

292 personnes formées aux mesures de protection (185 hommes, 107 femmes).



57 personnes formées aux droits humains (31% de femmes).

32 977 personnes sensibilisées aux violences faites aux enfants.



1 283 femmes victimes de violences fondées sur le genre prises en charge dans les structures de référence.



16 258 personnes touchées par la campagne des 16 jours d'activisme.



483 242 spectateurs ont visionné une web-série sur les MGF.





25 **panneaux solaires** ont été installés à l'unité de recyclage d'Obock.



30 **collecteurs de plastique employés** à l'unité de recyclage « La Fabrick », dont 16 hommes et 14 femmes.

5 **opportunités d'emploi** offertes dans l'unité de recyclage d'Obock, dont 4 hommes et 1 femme.



15 **ha de terres restaurées** via des périmètres agricoles climato-résilients.

52 **associations environnementales formées** aux politiques climatiques et à la mise en œuvre des Contributions déterminées au niveau national qui ont révisées et actualisées.



42 **femmes ont été formées** en agriculture durable et accès aux marchés.



750 **réfugiés à Ali-Addé et Holl-Holl** ont reçu 1 500 arbres fruitiers (manguiers, goyaviers, citronniers).



Lancement du Plan d'action national femmes, paix et sécurité selon la Résolution 1325 de l'ONU.



1000 **ménages des villages de réfugié** de Ali-Addeh et Holl-Holl ont bénéficié de foyers améliorés.



24 900 **réfugiés, demandeurs d'asile et migrants** ont reçu une aide alimentaire essentielle.



Plus de 26 000 **personnes** affectées par des chocs ont reçu une aide alimentaire inconditionnelle.



1 400 **personnes en insécurité alimentaire** ont reçu une aide conditionnelle pour protéger leurs moyens de subsistance.



5 100 **tonnes métriques de céréales** ont été transférées par train de Djibouti à Dire Dawa.



136 000 **tonnes de nourriture** expédiées pour les opérations du PAM dans la Corne de l'Afrique.



Inscription du **Xeer Issa** au patrimoine immatériel de l'humanité.



Conférence sur la **transmission des savoirs endogènes** qui a vu la participation de plus de 100 chercheurs, membres communautaires et représentants des autorités.



L'initiative « **Bridging Horizons** » a réuni chercheurs, jeunes et société civile autour de recommandations politiques régionales.



Plus de 400 **jeunes sensibilisés** à la paix, la tolérance et la cohésion sociale lors de la Journée internationale de la paix.



40 **acteurs publics, académiques et associatifs** sensibilisés à la Convention du patrimoine mondial de 1972.



Au moins 30 **professionnels** (journalistes, chercheurs, institutions) sensibilisés au rôle des médias face à la crise environnementale.

Pour un développement durable inclusif à Djibouti : égalité, justice, résilience et droits humains

Accélération de l'abandon des MGF à Djibouti

En 2024, la lutte contre les mutilations génitales féminines (MGF) a franchi un cap décisif à Djibouti grâce au programme mondial conjoint de l'UNICEF et du FNUAP visant l'élimination de cette pratique d'ici 2030 (ODD 5.3).

L'année a été marquée par des avancées notables dans l'évolution des normes sociales, impulsées par un engagement politique fort et la participation communautaire.

La validation de la politique nationale sur le genre et de la stratégie nationale de prise en charge des violences basées sur le genre, incluant les MGF, illustre cette volonté.

Deux analyses stratégiques réalisées en 2024 (une évaluation de la stratégie nationale 2018-2022 et une analyse de l'approche communautaire) ont permis de dégager des recommandations pour renforcer les actions futures.

Celles-ci insistent sur le rôle crucial des leaders communautaires, notamment religieux, et sur l'amélioration de la coordination intersectorielle et des actions de sensibilisation.

Les efforts ont porté leurs fruits : 20 déclarations publiques d'abandon des MGF ont été faites par des communautés dans les cinq régions du pays et à Djibouti-ville, mobilisant plus de 2 200 personnes.

Promotion des droits humains et suivi de l'Examen périodique universel

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a multiplié les actions de formation et de sensibilisation.

À Obock, une session menée avec l'OIM a formé 30 participants sur les droits humains dans le contexte migratoire, avec un focus sur la gestion des frontières et le genre.

Une formation sur les droits humains appliqués à l'enquête judiciaire a sensibilisé les forces de l'ordre (gendarmes, policiers, garde-côtes) à l'intégration des normes internationales.

Par ailleurs, le HCDH a formé l'équipe pays des Nations Unies pour accompagner le gouvernement

dans le suivi et la mise en œuvre de ces engagements.

Enfin, lors de la 55^e session du Conseil des droits de l'homme, Djibouti a accepté 228 des 259 (soit 88 %) recommandations de l'Examen périodique universel.

Fatouma : une des voix contre les mutilations génitales féminines

Comme beaucoup de jeunes filles de sa génération, Fatouma a été victime des mutilations génitales féminines (MGF), une pratique encore perçue par certains comme un héritage à préserver.

Son souvenir le plus douloureux remonte à l'adolescence, au moment de ses premières menstruations. Malgré cette expérience marquante, elle se considère chanceuse comparée à d'autres camarades pour qui chaque douleur ravive le traumatisme de l'excision.

Très impliquée dans la vie associative de son quartier à Tadjourah, Fatouma a été profondément touchée par les souffrances de ses amies. Elle a rejoint l'Association des femmes de Tadjourah (AFT), une structure reconnue localement pour son action en faveur de la protection des filles contre les MGF et pour l'autonomisation des jeunes femmes.

Diplômée en droit de l'Université de Djibouti, Fatouma a saisi l'opportunité offerte par l'AFT, en partenariat avec l'UNICEF, pour devenir animatrice communautaire spécialisée dans la lutte contre les MGF. Cette mission, qu'elle mène avec passion, lui permet d'être en première ligne dans la sensibilisation et la mobilisation des communautés pour l'abandon total de cette pratique néfaste.

Fatouma insiste sur l'importance de la formation qu'elle a reçue avant de débiter son travail de terrain. Animée par un médecin expérimenté, cette formation l'a dotée des connaissances nécessaires pour expliquer, en termes simples, les conséquences physiques et psychologiques de toutes les formes d'excision. Elle souligne aussi la pertinence d'impliquer les garçons et les hommes dans les discussions, pour faire évoluer les mentalités au sein de toute la communauté.

Depuis, Fatouma mène des sessions de sensibilisation dans les quartiers, auprès des ménages, des filles déscolarisées et dans les collèges. Elle reconnaît que le chemin vers l'éradication complète des MGF est encore long. Mais elle puise son espoir dans les réactions des participants. Les échanges révèlent une prise de conscience croissante, notamment sur le fait que les MGF ne sont pas une prescription religieuse et qu'elles ont des effets graves sur la santé des filles et des femmes.

Grâce à l'engagement de jeunes comme Fatouma, les mentalités évoluent lentement mais sûrement.

Le FNUAP et l'UNICEF, aux côtés de ses partenaires institutionnels et de la société civile, œuvrent à mettre fin à cette pratique à travers le Programme mondial conjoint (2022-2030) qui soutient les actions communautaires et des initiatives locales comme celle de Fatouma, qui incarne le changement en marche.





Lutte contre la dégradation des terres et adaptation climatique

Face aux défis du changement climatique, le ministère de l'environnement, avec l'appui du PNUD, a organisé un voyage d'étude dans la région de Tadjourah pour un groupe de bénéficiaires issus de zones rurales.

Pendant deux jours, ils ont exploré les périmètres agro-sylvo-pastoraux d'Adailou et la forêt inondable de Doda.

Cette immersion a permis aux participants de découvrir des pratiques concrètes de conservation des eaux et des sols, de régénération naturelle assistée, et de gestion durable des ressources naturelles.

Ils ont échangé avec des acteurs locaux et observé l'impact des techniques de stockage et d'infiltration de l'eau sur la

productivité des terres et la lutte contre l'érosion.

L'expérience a renforcé leur compréhension de la gestion intégrée des ressources, essentielle à la résilience des écosystèmes et à la sécurité alimentaire. Ce voyage a inspiré de nouvelles initiatives locales pour une agriculture durable et adaptée au climat.

Réformes de la justice et amélioration des conditions carcérales

Sous la coordination du PNUD, le Groupe de travail sur l'État de droit des Nations Unies a soutenu le ministère de la justice dans l'élaboration de la première stratégie de réforme du secteur judiciaire.

Ce processus a permis la création d'un service de probation et

l'introduction de peines alternatives, contribuant à moderniser la justice djiboutienne.

Les impacts sont concrets : la rénovation des infrastructures pénitentiaires, la formation des acteurs judiciaires, une meilleure coordination entre institutions et une nette amélioration des

conditions de vie pour les détenus, en particulier des mineurs.

Ces réformes favorisent la réinsertion sociale, réduisent la surpopulation carcérale et diminuent les risques de récidive, marquant une étape importante vers une justice plus humaine et efficace.

Mahmoud : survivre à un naufrage au large de Djibouti

Mahmoud avait 18 ans lorsqu'il a vu la mer pour la première fois, et la peur l'a envahi. Ce jeune berger éthiopien ne savait pas qu'il devrait traverser une mer lors de son voyage de l'Éthiopie vers l'Arabie Saoudite. Après plusieurs jours de marche depuis son village, il arrive à Obock, une ville côtière du nord de Djibouti, où il fait face aux eaux du golfe d'Aden.

« La peur m'a saisi, mais j'ai dû la surmonter pour pouvoir atteindre mon rêve ».

Son rêve avait été inspiré par les réussites d'Éthiopiens travaillant en Arabie Saoudite. En Éthiopie, les difficultés de la route sont rarement mentionnées, et seuls les succès sont partagés. Mahmoud pensait que son voyage durerait moins de dix jours et que des emplois l'attendaient à son arrivée.

Selon la Matrice de Suivi des Déplacements (DTM) de l'OIM, 90% des migrants interrogés à Djibouti migrent pour des raisons économiques.

Le soir du départ, environ 80 personnes se préparaient à monter à bord d'un simple bateau. Mahmoud décrit la peur générale face à l'état du bateau et du moteur. Après un moment de navigation, le bateau heurte un rocher et s'arrête. Les pilotes assurent qu'Obock est proche et demandent aux passagers de nager jusqu'au rivage, mais ceux qui ont essayé se sont noyés, la mer étant plus profonde que prévu.

Le naufrage se produit dans la nuit du 22 avril 2024. Mahmoud et d'autres se sont accrochés au bateau pendant plus de huit heures. Il se souvient avec émotion de l'instant où un autre passager, épuisé, se lâcha et se noya.

À bord se trouvait aussi Mohamed, 19 ans, qui avait perdu un ami et s'était cassé la jambe lors d'un accident en tentant de franchir la frontière entre le Yémen et l'Arabie Saoudite. C'est après plusieurs jours de souffrance qu'il a été secouru par d'autres Éthiopiens.

Le service de recherche et de sauvetage, composé d'un groupe de professionnels et acteurs de première ligne du ministère de la Santé et l'OIM ont apporté un soutien médical, mental et psychosocial immédiat aux survivants.

Mahmoud et Mohamed font partie des 33 survivants de cette tragédie, qui a coûté la vie à 86 migrants, y compris femmes et enfants.

L'équipe du Centre d'Orientation et d'Assistance aux Migrants de l'OIM à Obock a offert à Mahmoud, Mohamed et aux autres survivants protection et assistance. Six d'entre eux ont choisi de participer à un programme d'aide au retour volontaire en Éthiopie.

Mahmoud, quant à lui, se sent coupable d'avoir quitté son ancienne vie en Éthiopie, espérant un avenir meilleur, pour finalement se retrouver dans une grande vulnérabilité au Yémen.

«Je vais raconter mon histoire pour informer les autres. C'est ma responsabilité d'informer les autres de la vraie réalité, partout où j'irai.»



Systèmes d'alertes précoces pour tous (EW4ALL)

En mai 2024, Djibouti a lancé l'initiative mondiale « Alertes précoces pour tous » (EW4ALL), portée par l'UNDRR en partenariat avec l'OMM, la Fédération internationale de la Croix-Rouge, l'UIT et le Bureau du Coordonnateur Résident.

L'atelier de lancement a réuni 45 participants issus du gouvernement, du système des Nations Unies et des partenaires nationaux pour analyser les lacunes des systèmes

d'alerte multi-risques.

Cette initiative vise à renforcer les capacités nationales à anticiper les catastrophes en travaillant sur les quatre piliers de l'alerte précoce : connaissance des risques, surveillance, communication et réponse.

En parallèle, le projet CREWS, également soutenu par les Nations Unies, sera mis en œuvre jusqu'en 2028.

En conclusion, l'année 2024 a été riche en avancées pour Djibouti dans des domaines clés du développement durable : l'égalité de genre, les droits humains, la justice, la résilience climatique et la préparation aux catastrophes.

Ces résultats, obtenus grâce à une étroite collaboration entre les agences des Nations Unies, les autorités nationales, la société civile et les communautés, montrent qu'un changement durable est possible lorsqu'il est enraciné

Il ambitionne d'étendre la couverture des systèmes d'alerte dans tout le pays, tout en renforçant les capacités locales.

En novembre, Djibouti a aussi participé à une formation régionale sur l'intégration du genre et du handicap dans les systèmes d'alerte, démontrant un engagement fort en faveur de l'inclusivité face aux risques climatiques.

dans des politiques inclusives, des pratiques participatives et un fort leadership local.





V. ÉVALUATION DU PLAN-CADRE DES NATIONS UNIES POUR L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT (2018-2024)

Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) a été un outil stratégique crucial pour le SNU à Djibouti pour soutenir les priorités nationales. Le PNUAD a su s'adapter aux défis et changements traversés par le pays, notamment en adoptant un addendum pour étendre sa mise en œuvre de 2022 à 2024.

Lors de la pandémie de COVID-19, les entités humanitaires des Nations Unies à Djibouti se sont révélées être des partenaires privilégiés pour accompagner le gouvernement de Djibouti à faire face à la crise liée à la pandémie.

Le SNU, en étroite collaboration avec le gouvernement, a conduit une évaluation finale du PNUAD en 2023.

Cette évaluation visait à mesurer la réalisation des objectifs du PNUAD à travers des critères clés comme la pertinence et adaptabilité, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité, la coordination, progrès vers l'impact, en tenant compte les dimensions de genre et des droits humains de manière transversale.

La performance globale du PNUAD a été

jugée satisfaisante avec une note de 3,37/5.

Ci-dessous le résumé des conclusions de l'évaluation :

Pertinence et adaptabilité	Très satisfaisante	Le programme est bien aligné avec les besoins des populations vulnérables et les priorités nationales et internationales, bien qu'il y ait eu des difficultés liées aux calendriers de planification.
Cohérence	Satisfaisante	Bien que le programme soit complémentaire aux actions gouvernementales et des partenaires techniques et financiers, la synergie d'action reste insuffisante à cause de la faible fonctionnalité du cadre de concertation.
Efficacité	Satisfaisante	Le PNUAD a contribué à l'amélioration de l'accès aux services de santé, d'éducation et de nutrition, mais les contraintes budgétaires ont limité certaines actions, notamment dans la formation professionnelle.
Efficience	Satisfaisante	Les résultats sont bons, avec un taux de réalisation des cibles supérieur au taux d'exécution financière, mais un manque de cadre intégré pour la mobilisation des fonds et un suivi-évaluation insuffisant.
Durabilité	Satisfaisante	L'implication du gouvernement est adéquate, mais des insuffisances existent, notamment la non-implication des conseils régionaux et des groupes de résultats.
Genre et droits humains	Satisfaisante	Le programme prend en compte les enjeux de genre et de droits humains à travers diverses initiatives, y compris la lutte contre les violences de genre et la promotion des droits des enfants.
Coordination	Satisfaisante	Les mécanismes de coordination existent, mais sont encore insuffisants, notamment en termes de participation des agences aux groupes de résultats.
Progrès vers l'impact	Modérément satisfaisante	Le programme a amélioré la situation des plus vulnérables, mais un nombre important de personnes reste encore exclu, surtout dans les zones reculées.

L'équipe d'évaluateurs a formulé des recommandations pour apporter des solutions aux problématiques identifiés.

D'une part, les recommandations stratégiques abordent la collaboration entre le gouvernement et le SNU et comment renforcer les capacités nationales pour assurer la durabilité des programmes, et mieux se préparer aux crises émergentes.

D'autre part, les recommandations programmatiques consistent davantage à améliorer l'efficacité du SNU en renforçant la coordination interne et la complémentarité entre les entités des Nations Unies.

A l'issue de l'évaluation, l'Equipe-pays des Nations Unies a développé un plan d'action pour répondre aux recommandations de l'évaluation. En effet, la plupart des actions seront mises en œuvre naturellement durant le cycle du prochain Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (CNUDD).



VI. ÉLABORATION DU CADRE DE COOPÉRATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE À DJIBOUTI (CCNUDD 2025-2030)

En janvier 2024, le Système des Nations Unies (SNU) a lancé le processus d'élaboration du Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable à Djibouti (CCNUDD) pour la période 2025 à 2030, en impliquant étroitement le gouvernement de Djibouti à toutes les étapes du processus.

La première phase du processus était la mobilisation des équipes de travail des Nations Unies pour réaliser une Analyse commune de pays (CCA).

Celle-ci renseigne ainsi l'évaluation finale du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement durable, qui est le précédent document cadre entre l'ONU et la République de Djibouti pour la période 2018-2024,

Cette évaluation finale avait pour but de dresser un diagnostic global de la situation du pays, en tenant compte des défis et des opportunités pour le développement.

En amont, l'Equipe-pays des Nations Unies a défini la vision commune du système des Nations Unies à l'horizon 2030 en tenant compte des priorités nationales.

Dans la perspective de ne laisser personne de côté, le SNU a organisé une série de consultations avec différents acteurs de la vie sociétale et économique du pays.

Ce processus de consultation hautement participatif et inclusif, mené entre janvier et mars 2024 à Djibouti-ville et dans les régions, a mobilisé un large éventail d'acteurs : institutions publiques, partenaires bilatéraux et multilatéraux, société civile, secteur privé, milieux académiques, groupes de jeunes, de femmes et parlementaires.

Ces échanges ont permis d'intégrer leurs priorités, perceptions ainsi que recommandations quant aux défis et opportunités de développement à Djibouti, dans la conception du

CCNUDD 2025-2030. Les retours recueillis ont ainsi également alimenté les documents stratégiques des entités onusiennes.

Parallèlement, le SNU a tenu en février 2024 plusieurs ateliers de travail avec le gouvernement pour définir les priorités stratégiques du Cadre de coopération et les résultats à atteindre sur la période allant de 2025 à 2030.

Ce cadre stratégique s'aligne sur les priorités nationales, notamment la Vision 2035, et se concentre sur trois axes principaux :

1. La bonne gouvernance et la paix
2. Le renforcement du capital humain
3. L'économie diversifiée et la résilience.

Les entités contribuent au CCNUDD à travers leurs programmes et activités respectifs en mettant en œuvre un plan de travail conjoint.

Le 19 décembre 2024, le Gouvernement de la République de Djibouti, représenté par le Ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale, et le système des Nations Unies ont signé le Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (CCNUDD) 2025-2030 à Djibouti, renforçant leur partenariat pour atteindre les ODDs d'ici 2030.

Ce document symbolise l'engagement commun du gouvernement djiboutien et des Nations Unies à promouvoir un développement inclusif et durable, en phase avec les aspirations nationales et aligné aux Objectifs de développement durable.

En 2024, les Nations Unies à Djibouti ont réussi à mobiliser un total de 63,6 millions USD et dépensé 52,7 millions USD avec un taux de mise en œuvre de près de 82,8%.

Durant la période allant de 2018 à 2024, le SNU à Djibouti a mobilisé près de 402,3 million USD pour mettre en œuvre le PNUAD et contribuer ainsi au développement durable de Djibouti.

Ressources financières par domaine thématique en 2024

THÉMATIQUES*	Montant mobilisé (en USD)	Montant planifié (en USD)	Montant dépensé (en USD)
Opportunités d'emploi	1 814 051	1 814 051	1 345 505
Education / Formation / Employabilité	4 553 932	3 529 478	4 528 945
Santé / Nutrition / Eau / Hygiène	12 828 685	15 073 832	11 395 246
Protection Sociale	8 797 626	10 970 404	8 797 627
Développement équitable des régions	3 171 710	3 171 709	1 992 681
Résilience des Communautés	4 199 787	4 001 661	3 066 461
Protection des Groupes Vulnérables	13 434 791	12 137 848	10 097 670
Bonne Gouvernance	14 820 097	14 020 669	11 481 632
	63 620 679	64 719 653	52 705 766

* Les domaines thématiques d'interventions correspondent aux huit effets du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD 2018-2024).

VII. APERÇU FINANCIER

Mobilisation par les entités de l'ONU en 2024

ENTITÉS DES NATIONS UNIES	MONTANT* (en USD)
PAM	16 785 882
PNUD	10 902 707
FAO	9 281 759
UNICEF	7 919 802
OIM	7 060 816
HCR	4 169 402
PNUE	2 876 514
OMS	2 423 470
FNUAP	1 057 832
ONUDC	702 688
UNESCO	222 065
UNDRR	108 000
OMM	90 000
HCDH	19 742
	63 620 679

Donateurs des Nations Unies en 2024

DONATEURS EN 2024	MONTANT* (en USD)
États-Unis d'Amérique	15 125 876
Union européenne	10 213 737
Nations Unies	9 560 325
France	8 605 220
Fonds pour l'environnement mondial	5 240 707
Japon	3 265 447
Le fonds mondial	2 942 617
GAVI	2 508 323
Allemagne	1 071 057
Fonds vert pour le climat	889 957
Norvège	714 399
Suède	620 320
Fonds thématiques	615 139
Canada	436 417
Danemark	406 122
Arabie Saoudite	373 658
Italie	290 844
Royaume-Uni	249 537
République de Corée	162 683
Climate Risk and Early Warning Systems (CREWS)	158 000
Partenariat mondial pour l'éducation	127 328
Banque mondiale	31 667
Fonds multilatéral du Protocole de Montréal	11 300
	63 620 679

*Les contributions des bailleurs de fonds peuvent inclure des financements sur plusieurs

ACRONYMES

ANEFIP	Agence nationale de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle	OMI	Organisation maritime internationale
ARV	Antirétroviraux	OMS	Organisation mondiale de la santé
HCDH	Haut-commissariat des droits de l'homme	ONARS	Office nationale de l'assistance aux Réfugiés et Sinistrés
BIT	Bureau international du travail	ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
CADRI	Initiative pour la réduction des risques et des catastrophes	OSC	Organisations de la société civile
CEA	Commission économique pour l'Afrique	PAM	Programme alimentaire mondial
CCNUDD	Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable	PND	Plan national de développement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
CREWS	Climate Risk and Early Warning System	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
FDJ	Franc Djibouti	RGPH	Recensement général de la population et de l'habitat
EDC	Entreprise de construction de Djibouti	SMART	Standardized monitoring and assessment of relief and Transition
ENV	Examen national volontaire	SNU	Système des Nations Unies
EPU	Examen périodique universel	UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FEM	Fonds pour l'environnement	UNDRR	Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes
GPE	Partenariat mondial pour l'éducation	UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
INSTAD	Institut national des statistiques de Djibouti	UNHCR	Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPC	Phase de classification intégrée de l'insécurité alimentaire	UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
MGF	Mutilations génitales féminines	VNU	Volontaire des Nations Unies
ODD	Objectifs du développement durable	VBG	Violence basée sur le genre
OIM	Organisation internationale pour la migration	WASH	Eau, assainissement et hygiène

CRÉDITS

Photographie :

©Office nationale du tourisme de Djibouti ; ©InCom Djibouti
©BCR Djibouti; ©FAO Djibouti; ©FNUAP Djibouti;
©HCDH; ©PAM Djibouti ; ©PNUD Djibouti;
©OIM Djibouti; ©OMS Djibouti; ©UNESCO Djibouti;
©UNHCR Djibouti; ©UNICEF Djibouti;

Production :

Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies à Djibouti





DJIBOUTI



NATIONS UNIES DJIBOUTI



Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies à Djibouti

8^e étage, Tour Mezz, Route de Venise, Djibouti, République de Djibouti

Téléphone : +253 21 351361



djibouti.un.org



[@UNDjibouti](https://twitter.com/UNDjibouti)



[@NationsUniesDjibouti](https://www.facebook.com/NationsUniesDjibouti)



[@NationsUniesDjibouti](https://www.youtube.com/NationsUniesDjibouti)



[@onudjibouti](https://www.linkedin.com/company/onudjibouti)

Pour télécharger ce rapport :

